

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le  
16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ZIEGLER FRANCE**

1 avenue Konrad Adenauer - CIT  
BP 98  
59223 Roncq

Références :  
Code AIOT : 0006302494

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement ZIEGLER FRANCE implanté ZI du Cormier 49300 Cholet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection fait suite aux précédentes visites d'inspection en date du 9 mai 2017 et du 25 mai 2018 qui avaient conduit à constater des non-conformités majeures.

Pour rappel, la société ZIEGLER FRANCE S.A. a été mise en demeure par arrêté préfectoral DIDD-2017 n°160 du 3 juillet 2017 de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000. Les non-conformités majeures qui font l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont des écarts qui ont été signalés à plusieurs reprises et en dernier lieu lors de la visite d'inspection du 9 mai 2017. Ils portent principalement sur des dispositions réglementaires relatives à la prévention et la protection contre le risque d'incendie et à

la sécurité (protection contre la foudre, installations électriques et zonage ATEX, contrôle de la détection, formation du personnel, confinement des eaux d'extinction incendie).

Lors de la visite d'inspection du 25 mai 2018, il a été constaté le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 juillet 2017. Compte tenu du non-respect de l'arrêté de mise en demeure, il a été engagé une procédure d'astreinte prévue à l'article L. 171-8-II-4° du Code de l'environnement. L'arrêté préfectoral d'astreinte a été notifié à l'exploitant le 7 septembre 2018.

Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant n'a pas traité l'ensemble des autres écarts signalés lors de la précédente visite d'inspection du 9/05/2017. Par conséquent, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°226 du 7 septembre 2018 de respecter dans un délai maximal de trois mois, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000. Les principaux écarts majeurs portent sur la disponibilité effective des débits d'eau incendie requis, l'inaccessibilité des équipements de sécurité et des issues de secours, le stockage de produits stockés non autorisés (stockage des aérosols), les consignes de sécurité incomplètes, la présence de matières combustibles dans le local de charge de batteries.

Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025, il a été vérifié notamment le respect des dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 3 juillet 2017 et du 7 septembre 2018 ainsi que celle du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2014 (état de matières stockées).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZIEGLER FRANCE
- ZI du Cormier 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006302494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ROCHAIS BONNET a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation D3-2000 n°181 du 21 mars 2000 à exploiter une plate-forme logistique de 116 000 m<sup>3</sup> sur la zone industrielle du Cormier à CHOLET. Un récépissé de transfert d'autorisation d'exploiter a été délivré le 4 février 2010 au profit de la société ZIEGLER FRANCE.

Le groupe ZIEGLER FRANCE est spécialisé dans le transport routier de marchandises, les commissions maritimes, et aériennes et les services logistiques associés.

La société ZIEGLER FRANCE exploite, sur la ZI du Cormier, un entrepôt composé d'une cellule de stockage et d'une zone de transit de marchandises, de locaux techniques, de bureaux et de locaux sociaux. Elle réceptionne et stocke des emballages, des textiles et des cosmétiques pour différentes enseignes

Les produits stockés qui sont autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation dans l'entrepôt sont des produits combustibles relevant de la rubrique 1510.

L'enjeu principal pour cet établissement est le risque incendie.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Décret du 09/12/2015, articles R.513-1 point I et <u>L.513-1 alinéa 1</u>	Demande d'action corrective	3 mois
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réserve d'eau incendie	AP du 21/03/2000, articles 6.2 alinéa 5 et 6.3 alinéa 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions constructives	AP du 21/03/2000, articles 4.5 et 11.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 2	Levée d'astreinte
6	Suivi-Protection foudre	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, article 21	Sans objet
7	ATEX et Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1	Levée d'astreinte
8	Détection hydrogène et gaz	AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1	Levée d'astreinte
9	Formation du personnel	AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1	Levée d'astreinte
10	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1	Levée d'astreinte
11	Nature des produits stockés	AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 3	Levée de mise en demeure
12	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1	Levée de mise en demeure
13	Accessibilité des issues de secours	AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1	Levée de mise en demeure
14	Accessibilité des	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens de lutte contre l'incendie	07/09/2018, article 1	
15	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 2	Levée de mise en demeure
16	Local de charge d'accumulateurs	AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte la totalité des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 3 juillet 2017. Par conséquent, il est proposé une liquidation totale de l'astreinte administrative.

L'exploitant respecte la totalité des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2018. Par conséquent, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure.

L'exploitant ne respecte pas la totalité des prescriptions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Ces non-conformités relèvent de mises à jour documentaires. Des actions correctives sont demandées à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 09/12/2015, articles R.513-1 point I et <u>L.513-1 alinéa 1</u>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Droits acquis
<b>Prescription contrôlée :</b> Article R.513-1 point I I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ; 2° L'emplacement de l'installation ; 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.  <u>Article L.513-1 alinéa 1</u> : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.
<b>Constats :</b> L'exploitation de l'entrepôt a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2000 n°181 du 21 mars 2000. Suite à la création du régime enregistrement avec la parution du décret 2010-367 du 13/04/10, le régime de fonctionnement de l'entrepôt a basculé de l'autorisation à l'enregistrement. Néanmoins, aucune déclaration de la nouvelle situation administrative de l'établissement n'est parvenue à l'inspection des installations classées.  Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur au 1er janvier 2021. Ce décret n°2020-1169 a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de la rubrique 1510, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. Par ailleurs, le décret a relevé le seuil du régime de l'autorisation au profit de l'enregistrement.  Au regard des activités et des installations du site, la situation administrative de l'établissement serait la suivante : _ rubrique 1510 : volume inchangé et régime de fonctionnement inchangé au 1 <sup>er</sup> janvier 2021 (enregistrement) ; _l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquerait à l'entrepôt selon les modalités définies à l'annexe V point I et à l'annexe VIII.  <u>Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025</u> , l'attention de l'exploitant a été attirée sur certaines évolutions réglementaires applicables aux entrepôts existants et notamment celles de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 imposant l'élaboration d'une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².  Il est aussi important que l'exploitant définisse son régime de procédure autorisation ou

enregistrement.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit déclarer au préfet sa nouvelle situation administrative (antériorité en particulier) conformément à l'article R.513-1 point I du code de l'environnement et en fournissant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une mise à jour du tableau de classement de ses activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur,</li> <li>• les tonnages de matières combustibles présentes dans l'entrepôt (volume, tonnage et type notamment 1530, 1532, 2662, 2663, etc. au sens de la nomenclature ICPE ).</li> </ul> <p>Dans le cadre de cette mise à jour administrative, l'exploitant s'assure du respect des prescriptions applicables à ses installations (arrêté ministériel du 11 avril 2017 et arrêté préfectoral du 21 mars 2000) en procédant à une revue de conformité. Notamment, il est demandé à l'exploitant de faire le point sur le respect des règles constructives (compartimentage des locaux techniques) et des règles de stockage, sur l'évaluation des zones d'effets thermiques, sur les besoins en eau incendie et les moyens de lutte contre l'incendie (détection incendie, réserve d'eau incendie, etc .). En cas de non-conformités relevées, il prend les mesures correctives nécessaires pour y remédier. Les résultats de la revue de conformité et les justificatifs du respect des prescriptions sont à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit aussi définir son régime de procédure autorisation ou enregistrement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>1.4. État des matières stockées</u></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des</p>

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :** L'exploitant dispose d'un état des stocks tenu à jour (général tous les jours, en fin de journée). L'état des stocks est enregistré dans une base de données informatiques, qui peut être consultée à distance.

L'état des stocks édité le 16/12/2025 donne les informations suivantes : nature, famille ICPE, rubrique ICPE, quantité (poids, volume). Ces informations ne permettent pas de répondre aux objectifs de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage (emplacements non précisés).

D'après l'état des stocks, des matières dangereuses sont stockées dans l'entrepôt dans des quantités non classables (liquide inflammables, liquides corrosifs). Cependant, les phrases de risques ne sont pas mentionnées. L'exploitant ne dispose pas de plan permettant de localiser les stocks de produits ou matières présentant des risques particuliers (emplacements non répertoriés sur un plan).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir un état des stocks répondant aux objectifs définis au point 1.4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017. Dans cet objectif, il doit disposer d'un plan de la localisation des substances combustibles sur lequel figure notamment, pour les produits hors matières dangereuses zone par zone, les quantités et les types de produits. Faire également figurer spécifiquement les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie. Ce plan doit être accessible dans les mêmes conditions que l'état des stocks.

L'exploitant doit également définir et mettre en œuvre les moyens permettant l'accessibilité de l'état des stocks et du plan 24h/24h et 7j/7j également en cas de survenu d'un sinistre, ainsi que les dispositions prises pour y accéder depuis l'extérieur dans le cas où les documents ne seraient plus accessibles sur le site suite à un incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 3 : Réserve d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP du 21/03/2000, articles 6.2 alinéa 5 et 6.3 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 6.2 alinéa 5- AP 21/03/2000</u> Tous les matériels de sécurité et de secours (détection et lutte contre un sinistre) sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.  <u>Article 6.3 alinéa 4- AP 21/03/2000</u> Ces équipements sont complétés par une réserve d'eau d'une capacité minimale au moins égale à 520 m <sup>3</sup> , aménagée conformément aux directives des services d'incendie et de secours. La réserve d'eau est accessible en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> <u>Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025</u> , il a été constaté l'existence d'une réserve d'eau incendie signalée par une pancarte précisant sa capacité (volume de 520 m <sup>3</sup> ). Toutefois, la réserve d'eau incendie n'est pas entretenu et en bon état (présence de trous dans la bâche de la réserve). Par conséquent, le niveau de la réserve a baissé. L'exploitant ne dispose pas de repère seuil permettant de s'assurer de la disponibilité effective du volume requis ou d'indiquer que la réserve doit être réalimentée en eau. L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis à l'entreprise CHOLET TP pour le remplacement de la membrane de la réserve incendie. Le bon de commande signé pour la réalisation des travaux de réfection a été transmis à l'inspection le 23 décembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier et fournir les justificatifs de la réalisation effective des travaux de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> AP du 21/03/2000, articles 4.5 et 11.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.5 alinéas 5, 9 à 11 -AP 21/03/2000</u> Les installations techniques pouvant présenter des risques d'explosion ou un caractère aggravant vis-à-vis du risque incendie dans les aires d'entreposage des matières combustibles sont implantées dans des locaux spécifiques dont les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportements au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...] parois coupe-feu de degré 2 heures au moins,</li><li>• portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure au moins, munies d'un dispositif anti-panique et d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant la fermeture automatique.</li><li>• portes donnant vers l'extérieur pare flamme de degré 1/2 heure au moins, munies d'un dispositif anti-panique.</li></ul> <u>Article 11.4 alinéas 1, et 5 à 7 et 9 -AP 21/03/2000</u>

Sans préjudice des dispositions énoncées à l'article 4.5, les éléments de construction des zones de stockage et de réception/expédition présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

[...]

- murs coupe feu de degré 1 heure au moins pour la séparation des locaux techniques et des annexes (atelier d'entretien de matériels),
- murs coupe-feu de degré 2 heures au moins pour l'isolement des locaux occupés par du personnel non directement affecté au fonctionnement des zones de stockage et de réception/expédition,
- portes intérieures pare flamme de degré 1/2 heure au moins, munies d'un dispositif anti-panique et d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant la fermeture automatique.

[...] Le hall de stockage et la zone de transit ne comporte pas d'étage ni de mezzanine. [...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025, il a été constaté la présence, pour la séparation des locaux occupés par le personnel et la cellule de stockage, des ouvertures vitrées dans les murs coupe-feu et des portes vitrées. De même, la séparation entre le local de charge et la cellule de stockage est assurée par une porte coupe-feu coulissante de degré 1 heure et une porte piéton non coupe-feu alors qu'il s'agit d'une installation technique pouvant présenter un risque d'explosion ou d'incendie.

Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant a aménagé une zone de stockage et de préparation de commandes à l'étage situé au-dessus de locaux sociaux et bureaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de faire le point sur le respect des règles constructives. Il doit prendre toutes les mesures correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités relevées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en réalisant une étude technique foudre,
- en procédant à l'installation des dispositifs de protection contre le risque foudre et la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre,
- en apportant les justificatifs attestant de la conformité aux normes en vigueur des dispositifs de protection contre les effets de la foudre.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les justificatifs attendus pour solder la mise en demeure du 3 juillet 2017 :

- l'analyse du risque foudre réalisée le 17 juin 2010 par le bureau d'étude APAVE. Cette étude conclut à la nécessité de protéger les installations contre la foudre (niveau de protection IV requis).
- l'étude technique foudre réalisée le 23/07/2018 par le bureau d'étude APAVE. Cette étude

préconise de mettre en conformité la protection foudre existante (notamment les 3 paratonnerres existants) et de mettre en place les procédures d'exploitation par temps d'orage.

- le document intitulé « dossier des ouvrages exécutés » établi le 4/12/2018 par l'entreprise ART PROTECT. Ce document atteste de la réalisation de travaux de mise en conformité et de la remise aux normes de la protection foudre (notamment remplacement des 3 paratonnerres par des nouveaux à dispositifs d'amorçage permettant une couverture totale du site en niveau de protection IV, mise en place de parafoudre type 2 au niveau des circuits « alarme incendie » et « alarme divers », etc.), et la mise en place de panneau de consigne d'interdiction d'accès en toiture en cas d'orage.
- la vérification initiale réalisé par APAVE le 8/01/2019 qui conclut à la conformité des installations de protection foudre.

**Ces éléments répondent à la mise en demeure. Par conséquent, l'inspection des installations classées se propose de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative portant sur ces points de contrôle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte

#### N° 6 : Vérifications - protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** AM du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :** La dernière vérification complète a été réalisée par l'APAVE le 22/11/2024. Le rapport fait état de la conformité des installations de protection contre la foudre (pas d'observations).

Le suivi des compteurs coups de foudre est réalisé et formalisé une fois par an par l'APAVE et en interne après un orage. En 2025, le contrôle des compteurs foudre a été réalisé à 5 reprises. Sur les trois compteurs, le compteur « accès toiture » a enregistré deux impacts. Néanmoins, il n'a pas été noté d'enregistrement supplémentaire depuis la dernière vérification complète APAVE de 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite. Néanmoins, le document de suivi pourrait être amélioré avec un rappel des consignes en cas d'enregistrement d'un coup de foudre.

#### N° 7 : ATEX et Installations électriques

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en identifiant les zones de l'établissement où peuvent apparaître des atmosphères explosives, en les répertoriant sur un plan et en adressant les justificatifs de la mise en conformité des installations électriques et de la prise en compte de l'ensemble des observations de l'organisme de contrôle.

**Constats :**

Concernant la conformité ATEX, l'exploitant a transmis l'étude d'évaluation des risques ATEX réalisée par l'APAVE le 15 juin 2018. Elle conclut à l'existence d'une zone ATEX dans le local de charge. Par courrier du 5 octobre 2018, l'exploitant a fourni les éléments de justification complémentaires de mise en conformité : photos du local de charge qui attestent que l'exploitant a mis en place une signalisation ATEX dans le local de charge, plan des installations avec report du zonage ATEX. Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025, il a été constaté la présence de l'affichage ATEX.

Concernant la conformité des installations électriques, l'exploitant avait présenté le rapport de contrôle des installations électriques établi par l'organisme APAVE, le 13 avril 2017. Le rapport faisait état de 16 non-conformités dont 12 déjà signalées. Il n'avait pas été en mesure de justifier de la prise en compte de l'ensemble des observations formulées par l'organisme de contrôle (absence de formalisation permettant de connaître en permanence l'état de conformité des installations).

L'exploitant a fourni les rapports de vérification annuelle des installations électriques réalisée par APAVE le 25/05/2018 et le 9/05/2019. Après analyse, il ressort que 13 non-conformités ont été soldées par l'entreprise Dlxneuf sur les 16 signalées en 2017. Les 3 observations restantes signalées en 2017 sont des blocs autonomes. Leur traitement est en cours.

L'analyse établie le 22/12/2025 par l'APAVE sur les anomalies des rapports de contrôle de 2017 à 2019 révèle que le nombre d'observations assimilables au Q18 est passé de 7 en 2017 à 1 en 2019. Il s'agit de l'anomalie « présence de poussière dans local électrique BT TGBT ». Ce point a été signalé pour la première fois en 2019 (nouveau constat) et a été soldé le 4/06/2019 (traçabilité interne sur rapport de contrôle) et ne figure pas dans le rapport APAVE de vérification annuelle des installations électriques du 23/07/2025. En résumé, au regard des éléments de justification fournis par l'exploitant, les actions de maintenance entreprises ont permis de traiter les non-conformités signalées en 2017 qui présentaient un risque d'incendie ou d'explosion et qui auraient été visées par le Q18.

**Ces éléments répondent à la mise en demeure. Par conséquent, l'inspection des installations classées se propose de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative portant sur**

<b>ces points de contrôle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

#### N° 8 : Détection Hydrogène et détection gaz

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.2 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 en réalisant le contrôle périodique de la détection hydrogène (local de charge de batterie) et le contrôle périodique de la détection de gaz (local chaufferie) et en adressant les résultats de ces contrôles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Un courrier de rappel a été transmis à l'exploitant le 23/10/2018</u> précisant les justificatifs restant à fournir dans le cadre de l'astreinte (justificatifs relatifs à la réalisation du contrôle de la détection hydrogène et du contrôle de la détection de gaz (chaufferie) et la transmission des résultats).</p> <p><u>Concernant la détection hydrogène</u>, l'exploitant a fourni le certificat de calibrage de la détection hydrogène du local de charge établi par la société DMAE France en date du 3/10/2018. Ce rapport de contrôle conclut au dysfonctionnement du système de détection (centrale de mesure et capteur). Le remplacement du système de détection a été effectué le 28 novembre 2018 (vu rapport d'intervention de la société DMAE France qui atteste du bon fonctionnement de l'installation).</p> <p><b>Ces éléments répondent à la mise en demeure.</b></p> <p><u>Concernant la détection de gaz</u>, il a été constaté que des modifications ont été apportées aux installations. L'entrepôt ne dispose pas de 3 générateurs d'une puissance thermique de 460 kW au total comme décrit dans le dossier d'autorisation initiale et l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000. La chaudière en place sur le site est une chaudière à gaz à condensation à très haute performance énergétique d'une puissance thermique nominale de 65 kW sans production d'eau chaude. Elle a été installée en mars 2021 (vu facture n°6297 du 31/03/2021 établi par la société Dixneuf). Cette installation de combustion est non classée au regard de la nomenclature des installations classées (puissance inférieure au seuil du régime déclaration de 1 MW). Les prescriptions de l'arrêté préfectoral apparaissent donc obsolètes. <b>Au regard de ces constats, il est considéré que ce point de la mise en demeure du 3 juillet 2017 est de fait soldé.</b></p> <p><b>Par conséquent, l'inspection des installations classées se propose de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative portant sur ces points de contrôle.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

#### N° 9 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en procédant à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 25/05/2018, l'exploitant avait présenté les actions correctives menées pour assurer la formation du personnel dans le domaine de la sécurité. Il avait mandaté la société NOVA prévention pour la réalisation de la formation du personnel à la manipulation des extincteurs et pour la réalisation d'un exercice d'évacuation. Vu programme de formation et attestation de formation du personnel en date du 11/10/2017. 11 salariés du site /13 avaient été formés.

Le compte-rendu d'évacuation en date du 11/10/2017 faisait état d'une évacuation réalisée avec rapidité. Néanmoins, il était noté que le point de rassemblement n'était pas matérialisé par un panneau et donc non connu par le personnel. Par ailleurs, aucune personne du site n'était formée en guide-file et serre-file.

Les non-conformités majeures n'étant que partiellement soldées, il a été proposé une astreinte journalière.

Un courrier de rappel a été transmis à l'exploitant le 23/10/2018 précisant les justificatifs restant à fournir dans le cadre de l'astreinte (attestations de formation du personnel : guide-file, serre-file, mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie).

Par courrier du 22/11/2019, l'exploitant a fourni une photo attestant de la mise en place d'un panneau localisant le point de rassemblement et les justificatifs attestant que le personnel a suivi une formation incendie le 22/10/2018 (manipulation des extincteurs et formation guide-file/serre-file). Cette formation a été réalisée par la société PREFAS INCENDIE.

Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025, il a été constaté que la formation du personnel dans le domaine de la sécurité a été poursuivie et complétée. L'exploitant a présenté :

- le compte rendu d'exercice d'évacuation incendie du 28/10/2025 établi par la société PREFAS INCENDIE (Pas d'observations). Le compte-rendu atteste de la bonne formation des guides-files et serres-files.
- la procédure définissant le fonctionnement du confinement des eaux d'extinction incendie qui a été établie le 11/12/2025
- la fiche attestant du suivi d'une formation interne par le personnel les 10/12/2025 et 15/12/2025 (8 personnes formées).

**Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées se propose de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative portant sur ces points de contrôle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte

**N° 10 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 03/07/2017, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution des sols

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la

notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en remettant en état l'étanchéité du bassin de confinement et en justifiant de la réalité du dispositif mis en place en sortie du bassin pour maîtriser les rejets en cas de sinistre.
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Lors de la précédente visite d'inspection du 25/05/2018</u>, il avait été constaté que la bâche d'étanchéité du bassin de confinement n'avait pas été remise en état et était déchirée en plusieurs endroits.</p> <p>L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de l'existence et de l'entretien périodique du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie. L'inspection des installations classées n'avait donc pas pu procéder à un test de fonctionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie. L'exploitant ne disposait d'aucune consigne formalisant les conditions de mise œuvre du confinement et de son entretien.</p> <p>Les non-conformités majeures n'étant pas soldées, il a été proposé une astreinte journalière.</p> <p><u>Par courrier du 22/11/2019</u>, l'exploitant a fourni un procès verbal de réception de travaux établi par la société Ste SODAF GEO ETANCHEITE en date du 7/01/2019. Ce procès-verbal atteste de la réalisation de réfection de l'étanchéité du bassin de confinement (photos à l'appui).</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025</u>, l'exploitant a justifié de la mise en place d'une procédure formalisant les conditions de mises en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie (localisation, mode opératoire, scénarios d'intervention, gestion des eaux d'extinction après sinistre, contrôle et entraînement annuel). Ce document a été établi le 11/12/2025.</p> <p>Vu le courriel du 16/12/2025 de l'entreprise CHOLET TP qui atteste du contrôle et du bon fonctionnement de la vanne.</p> <p>Le confinement est actionné par une clé de manœuvre en T, située à côté de la bouche à clé. Le responsable d'exploitation et le directeur d'agence sont les personnes désignées pour actionner la vanne en cas d'incendie ou de pollution accidentelle. Lors de la visite sur site, il a été procédé à un test de fonctionnement qui a été concluant.</p> <p><b>Ces éléments répondent à la mise en demeure. Par conséquent, l'inspection des installations classées se propose de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative portant sur ces points de contrôle.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

#### N° 11 : Nature des produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration de modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions des articles 3.3 alinéa 1 et 11.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en procédant à la suppression du stockage des aérosols,</li> <li>• soit en procédant à la régularisation de la situation du stockage des aérosols. Dans cet objectif, l'exploitant transmettra au préfet un dossier de porter à connaissance intégrant à minima les éléments d'appréciation suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ description des activités et nature des modifications apportées,</li> </ul> </li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ mise à jour du tableau de classement des activités du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),</li> <li>▪ mise à jour de l'étude des dangers : analyse des risques et des impacts liés aux stockages des aérosols et justification des mesures de maîtrise des risques prises ou proposées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrepôt est autorisé exclusivement pour le stockage de produits combustibles dont les caractéristiques de comportement au feu sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Les articles comme les fusils, les munitions, les liquides inflammables, aérosols, etc. qui sont susceptibles de modifier la nature des dangers inhérents à l'exploitation de l'entrepôt et qui exigent des normes de sécurité particulières, sont interdits.</p> <p><u>Lors de la précédente visite d'inspection du 25 mai 2018</u>, il avait été constaté que l'exploitant stockait toujours des aérosols (produits cosmétiques pour cheveux).</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 17 décembre 2025</u>, l'exploitant a déclaré avoir supprimé le stockage des aérosols. Le jour de la visite, il n'a pas été constaté la présence d'aérosols inflammables (vérification état des stocks du 16/12/2025 et contrôle par sondage sur site).</p> <p><b>Sur la base de ces constats, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 12 : Défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.3 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000, en apportant la justification de la disponibilité effective des débits d'eau requis pour la défense contre l'incendie (hydrants).</p>
<p><b>Constats :</b> En application de l'article 6.3 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000, la défense contre l'incendie doit être assurée par des hydrants capables de fournir un débit simultané de 400 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimum de 1 bar.</p> <p><u>Lors de la précédente visite d'inspection du 25/05/2018</u>, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les justificatifs des débits des poteaux incendie.</p> <p><u>Suite à la visite d'inspection du 17 décembre 2025</u>, l'exploitant a transmis les résultats de mesure des débits des poteaux incendie en fonctionnement simultané (rapport d'intervention de VEOLIA en date du 8/01/2026). Il est noté que 3 poteaux incendie situés à proximité de l'entrepôt ont .</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le PI 2044 (à côté de l'entrée de FERS) = 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression</li> <li>• le PI 2261 (rue gâtine en face parking FERS) = 220 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression,</li> <li>• le PI 2271 (début rue d'Alembert) = 100 m<sup>3</sup>/h</li> </ul>



Les justificatifs fournis répondent à la mise en demeure du 7/09/2018 sur ce point. Le débit simultané des poteaux incendie est de 440 m<sup>3</sup>/h, soit supérieur au débit minimum de 400 m<sup>3</sup>/h exigé en fonctionnement simultané par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000.

**Sur la base de ces constats, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N°13 : Accessibilité des issues de secours**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.5 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 :

- en procédant à la suppression des marchandises obstruant le passage vers les issues
- et en prenant les mesures correctives nécessaires pour assurer un dégagement permanent des issues (exemple, consignes, sensibilisation du personnel à la sécurité, ronde de surveillance, signalisation au sol, etc.).

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 25 mai 2018, il avait été constaté la présence de palettes obstruant les accès aux issues de secours de l'entrepôt

Par courrier en date du 5/10/2018, l'exploitant a confirmé avoir pris les mesures correctives (photos à l'appui) : suppression des marchandises pouvant obstruer les issues de secours et affichage de consignes pour empêcher l'encombrement des passages vers les issues .

Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025, il a été réalisé un contrôle par sondage. Il a été constaté l'absence de matières combustibles obstruant les accès et l'affichage des signalisations précitées.

**Ces éléments répondent à la mise en demeure du 7/09/2018. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 14 : Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.2 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 :

- en procédant à la suppression des marchandises obstruant les accès aux moyens internes

<p>de lutte contre l'incendie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>et en prenant les mesures correctives nécessaires pour maintenir l'accès en permanence libre (exemple, consignes, sensibilisation du personnel à la sécurité, ronde de surveillance, signalisation au sol, etc.).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Lors de la précédente visite d'inspection du 25 mai 2018</u>, il avait été constaté qu'aucune mesure n'avait été prise par l'exploitant pour assurer l'accessibilité des équipements de sécurité. Il avait été constaté la présence de palettes obstruant les accès aux RIA et aux extincteurs. Cet écart avait été signalé par MULTIPROTEC dans le cadre du contrôle annuel des RIA (certains RIA n'avaient pu être vérifiés).</p> <p><u>Par courrier en date du 5/10/2018</u>, l'exploitant a confirmé avoir pris les mesures correctives (photos à l'appui) : suppression des marchandises pouvant obstruer l'accès aux moyens de lutte contre l'incendie et affichage de consignes pour empêcher l'encombrement des accès .</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025</u>, il a été réalisé un contrôle par sondage. Il a été constaté l'absence de matières combustibles obstruant les accès et l'affichage des signalisations précitées.</p> <p><b>Ces éléments répondent à la mise en demeure du 7/09/2018. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 15 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.4 alinéas 2 à 7 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2000 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en établissant les consignes telles que définies à ces articles</li> <li>en les affichant dans les lieux fréquentés par le personnel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Lors de la précédente visite d'inspection du 25 mai 2018</u>, il avait été constaté qu'aucune mesure corrective n'avait été prise par l'exploitant. Les consignes générales de sécurité n'avaient pas été complétées. Notamment, il ne disposait pas de consignes définissant les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident et notamment en cas de déversement accidentel de liquides (exemple : pas de consignes relatives à la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie).</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025</u>, l'exploitant a présenté les consignes mises en places sur l'entrepôt et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les affiches précisant les interdictions de fumer, de faire du feu ou de brûlage à l'air libre,</li> <li>les consignes d'urgence en cas d'épandage de produits dangereux,</li> <li>la procédure définissant les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie,</li> <li>la procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (identification des organes de coupure électrique/gaz/eau, les scénarios et les actions à mener, le personnel désigné, la remise en service),</li> </ul>

- le document intitulé « organisation de sécurité » précisant les numéros d'urgence, la liste des guide-files et serre-files, la liste des sauveteurs secouristes, le personnel ayant l'habilitation électrique,
- les « consignes de sécurité » précisant la procédure d'alerte et les actions à mener en cas d'incendie ou d'accident ou d'intrusion,
- les « consignes de sécurité » portant sur l'accessibilité des issues de secours et des moyens de lutte contre l'incendie.

**Ces éléments répondent à la mise en demeure du 7/09/2018. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.**

**Pour rappel, l'exploitant doit veiller à tenir à jour et à maintenir l'affichage de ces consignes dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes peuvent être testées à l'occasion des exercices d'incendie et d'évacuation imposés au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 16 : Local de charge d'accumulateurs

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/09/2018, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 14 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2000 :

- en procédant à la suppression des matières combustibles dans le local de charges de batteries,
- et en prenant les mesures correctives nécessaires pour éviter que la situation ne se renouvelle (consignes, sensibilisation du personnel à la sécurité, ronde de surveillance, etc.).

##### **Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 25/05/2018, il avait été constaté la présence de matières combustibles dans le local de charge. Il avait été rappelé les bonnes pratiques : les postes de charge d'accumulateurs doivent être implantés en des lieux réservés à cet effet interdisant, en toutes circonstances, le développement d'une atmosphère explosive et la propagation d'un incendie.

Par courrier en date du 5/10/2018, l'exploitant a confirmé avoir pris les mesures correctives (photos à l'appui) : suppression des matières combustible dans le local de charge et avoir mis en place une signalisation « encombrants interdits ».

Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025, il a été constaté l'absence de matières combustibles dans le local de charge et l'affichage des signalisations précitées.

**Ces éléments répondent à la mise en demeure du 7/09/2018. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure